

Pourquoi un embargo pétrolier allemand ferait du mal à la Russie

Jusqu'à présent, l'Allemagne était considérée comme un frein aux sanctions contre la Russie – surtout lorsqu'il s'agissait d'énergie. Désormais, le gouvernement fédéral semble vouloir aller de l'avant, du moins pour le pétrole. Ce qui pourrait avoir un effet non négligeable, les options de la Russie étant limitées.



TOBIAS KAISER
DANIEL WETZEL
(« DIE WELT »)

L'entrée en scène a été fracassante : lors de la réunion des ambassadeurs de l'Union européenne à Bruxelles fin avril, il a été question du sixième paquet de sanctions prévu contre la Russie. « S'il y a un nouveau paquet de sanctions, il doit être puissant », a déclaré le représentant allemand Michael Clauss, qui a également précisé que le paquet doit en tout cas contenir des sanctions contre les importations de pétrole. L'Allemagne n'est pas seulement prête à soutenir des sanctions pétrolières ; non, elle les exige désormais.

La déclaration du diplomate de haut rang a dû en surprendre plus d'un dans la salle – positivement et négativement. Le gouvernement allemand est en effet critiqué depuis des semaines pour avoir freiné les sanctions pétrolières et gazières. Jusqu'à présent, de nombreux pays de l'UE, sceptiques quant à un embargo en raison des coûts élevés pour leurs propres consommateurs et entreprises, s'étaient cachés derrière le « nein » clair de Berlin. Ce n'est désormais plus possible.

Mais il n'est pas certain que tous les pays de l'UE approuvent immédiatement cette nouvelle salve de sanctions. « Les précédents paquets de sanctions étaient plus simples », explique un diplomate européen. « Cette fois-ci, il s'agira aussi de pétrole, et les risques économiques pour l'Europe sont donc plus élevés. » Car il ne s'agit pas seulement de l'approvisionnement en pétrole

et des prix de l'énergie ; il y a le risque que Poutine coupe ensuite le gaz à l'UE.

Néanmoins, un boycott du pétrole semble moins lointain qu'un embargo sur le gaz : par rapport au gaz, la Russie serait davantage frappée au portefeuille, alors que l'UE est moins dépendante du pétrole que du gaz russe. Les raffineries d'Europe occidentale peuvent facilement être approvisionnées via des ports comme Rotterdam. Seules les raffineries est-allemandes de Leuna et de Schwedt, relativement isolées, dépendent de l'oléoduc Droujba vers la Russie et ne peuvent, au mieux, être approvisionnées en matière première par des voies alternatives qu'au prix de quelques efforts. Après que le ministre allemand de l'Économie Robert Habeck (Verts) a négocié mardi dernier, avec la Pologne, un approvisionnement de ces sites via le port pétrolier de Gdansk, un embargo sur le pétrole y est également considéré comme « gérable ».

Le pétrole est plus important pour la Russie

Le fait que Moscou ait suspendu cette semaine toutes les livraisons de gaz vers la Pologne, à peine l'accord de Gdansk signé, montre comment la Russie réagit à la menace de l'embargo pétrolier.

Le président du directoire de Wintershall Dea, le plus grand groupe pétrolier et gazier allemand, a souligné le potentiel de dommages : le budget de l'État russe est couvert à 35 % par les ventes

de pétrole, mais seulement à 7 % par les recettes du gaz, a déclaré Mario Mehren lors de la présentation du bilan trimestriel. Même en moyenne, à long terme, les ventes de pétrole sont trois à quatre fois plus importantes pour les recettes en devises de Moscou que les exportations de gaz, explique Gunter Deuber, responsable de la recherche chez Raiffeisen Bank International à Vienne.

Le sixième paquet de sanctions que la Commission européenne présentera la semaine prochaine ne prévoira toutefois pas d'arrêt complet et immédiat des importations de pétrole et de gaz. Au lieu de cela, la Commission vise des « sanctions intelligentes ». Celles-ci doivent toucher la Russie sans trop pénaliser la population et les entreprises de l'UE.

Les pertes ne peuvent pas être compensées

Parmi les alternatives, on trouve un plafonnement des prix du pétrole et du gaz, des sanctions échelonnées ou encore la différenciation des voies : cela pourrait signifier ne bloquer que les importations de produits pétroliers raffinés en provenance de Russie.

Mais la question se pose toujours de savoir à quoi servirait un embargo si la Russie vendait le pétrole à d'autres clients. Les experts en logistique font toutefois remarquer que les pétroliers russes n'auront pas la tâche facile pour atteindre le marché mondial en dehors de l'Europe.

« Les terminaux de chargement russes de la mer Baltique ne peuvent pas être desservis par les très grands pétroliers », fait remarquer Thomas Puls, expert en transport et infrastructure à l'Institut de l'économie allemande. Le transbordement de petits pétroliers dans de plus grands, qui pourraient ensuite attendre les nouveaux acheteurs en Chine ou en Inde, semble à peine possible, « car le port le plus proche en dehors de l'UE serait probablement Port Saïd », en Égypte.

La Russie ne dispose pas d'autres routes pour se débarrasser du pétrole que l'Europe n'achèterait plus : les pertes de ventes à l'Ouest ne peuvent pas être compensées. Les ports pétroliers russes en Extrême-Orient sont saturés depuis longtemps. Quant aux ports de la mer Noire, ils sont à portée de main de l'adversaire de guerre de la Russie, l'Ukraine, et sont pour le moins menacés. Le port pétrolier russe de Novorossiysk sur la mer Noire, point d'arrivée de l'oléoduc CPC en provenance du Kazakhstan, a dû cesser presque complètement son activité fin mars, en raison de graves dommages causés par une tempête, et restera encore longtemps inutilisable. Pas étonnant, donc, que la Russie soit déjà contrainte d'appliquer des rabais énormes – de 35 à 40 dollars le baril de 159 litres – sur son pétrole brut.



Italie Le pays se prépare à s'émanciper du gaz russe

SILVIA BENEDETTI
CORRESPONDANTE À ROME

Dès le début des hostilités militaires en Ukraine, le président du Conseil, Mario Draghi, fidèle à son langage sec et austère, avait clairement donné le ton en s'adressant aux Italiens. « La question qui se pose aujourd'hui est simple : préférons-nous la paix ou rester tout l'été avec l'air conditionné allumé ? » Un dilemme, à la fois économique, politique et moral, qui a immédiatement divisé la Péninsule, mais qui n'est pas resté lettre morte.

Dépendant lourdement de la Russie, qui fournit à l'Italie presque 45 % de son gaz, Rome n'a pas hésité à mettre en place une stratégie de diversification de son réseau de fournisseurs de matières énergétiques, avec un objectif très ambitieux : s'émanciper à terme de cette sujé-

tion commerciale et, indirectement, aussi politique vis-à-vis de Moscou.

Face à des réserves nationales substantielles mais insuffisantes pour faire face à un éventuel embargo total du gaz russe, le gouvernement italien a ainsi déjà présenté les grandes lignes d'une politique d'austérité qui prévoit la réduction de l'utilisation du système de climatisation et de chauffage dans tous les bâtiments publics nationaux, des ministères aux écoles, en passant par les bureaux de poste. Dans tous ces lieux, selon les nouvelles réglementations, la température sera supérieure d'un degré au cours de l'été et inférieure d'un degré pendant la saison hivernale.

Or, ce « sacrifice » national s'accompagne du lancement d'une inédite offensive diplomatique-commerciale de l'exécutif Draghi dans de nombreux pays africains. De nouveaux partenariats bi-

latéraux ainsi que des contrats de fourniture ont été signés en un temps record ou sont envisagés avec l'Algérie, l'Égypte, le Mozambique, le Congo, l'Angola, voire la Libye. Une détermination sans précédent qui a plongé dans la stupeur même les fournisseurs russes.

« La situation actuelle est appelée à empirer »

« L'Italie est l'un des premiers pays qui adoptent ou encouragent les sanctions contre la Russie. Cela a été une vraie surprise pour nous. Nous étions convaincus que cette nation, grâce à son histoire, était capable de distinguer le blanc du noir... », a affirmé, ce dimanche, le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov, avec un soupçon de sarcasme, au cours d'une interview sur la chaîne de télévision Rete 4.

Face au volontarisme marqué du gou-

vernement Draghi se multiplient, toutefois, les tergiversations de son hétéroclite majorité, comme l'inquiétude des acteurs économiques nationaux et les interrogations des Italiens.

« La situation actuelle est périlleuse et est appelée à empirer », nous explique Davide Tabarelli, président de la société de recherche Nomisma Energia. « Un embargo sur le gaz russe se traduirait nécessairement par des mesures de rationnement, avec pour conséquence une réduction des activités productives et une récession économique. Une tragédie en puissance pour un pays comme l'Italie, dont la moitié de la production électrique est basée sur le gaz importé... »

L'exécutif Draghi vient, toutefois, de confirmer la baisse des taxes sur les carburants, pour aider entreprises et ménages, et s'attache à garder son cap.